

Rokhaya Cissé, Soufianou Moussa, Abdou Salam Fall

SCOLARISATION DES FILLES AU SÉNÉGAL : ENTRE PROGRESSION ET RUPTURES

Résumé

Entre 2008 et 2018, alors que la demande scolaire ne cesse de s'accroître, le taux brut de scolarisation (TBS) au primaire des filles Sénégal a progressé et l'indice de parité s'est amélioré. Cependant, l'analyse des données de 2017 et 2018 de la Direction de la Planification et de la Réforme de l'Éducation (DPRE) du Ministère de l'Éducation Nationale, montre l'existence des disparités régionales très fortes entre Dakar et les régions de Kaffrine, de Diourbel et de Sédhiou affichent de faibles performances en termes de scolarisation des filles. Ces écarts s'accroissent entre les régions au secondaire. Ces résultats remettent à l'ordre du jour la question de l'accès généralisé et accru des filles dans les cycles élémentaire, moyen et surtout celle de leur maintien au secondaire. Alors que la politique éducative du Sénégal stipule clairement les principes d'équité et d'égalité de chances, une proportion élevée des filles restent résolument exposées aux risques d'abandon et d'exclusion.

Mots-clés : Scolarisation, Filles, Genre, Inégalités, Sénégal

Abstract

Between 2008 and 2018, while the demand for schooling continued to grow, the gross enrolment rate (GER) for girls in primary school in Senegal increased and the parity index improved. However, analysis of 2017 and 2018 data from the Directorate of Planning and Educational Reform (DPRE) of the Ministry of Education shows the existence of very strong regional disparities between Dakar and the regions of Kaffrine, Diourbel and Sédhiou show poor performance in terms of girls' enrolment. These gaps are widening between regions at secondary level. These results raise the question of the generalized and increased access of girls in the elementary and middle cycles and especially that of their retention in secondary school. While Senegal's education policy clearly stipulates the principles of equity and equal opportunities, a high proportion of girls remain resolutely exposed to the risks of abandonment and exclusion.

Keywords : Schooling, girls, Gender, Inequalities, Senegal

Introduction

Le Sénégal a enregistré d'importants progrès ces dernières années dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Entre 2001 et 2018, le taux de pauvreté a reculé de 17,4 points de pourcentage en passant de 55,2% en 2001/2002 à 37,8% en 2018/2019 (ANSD, 2013 et 2020b). Sur la base de la ligne de pauvreté monétaire internationale (3,2 dollars américains/personne/jour), l'incidence de la pauvreté en 2018 est estimée à 32,6% (Banque mondiale, 2018). Par contre, l'indice de développement humain (IDH) n'a connu qu'une légère amélioration passant de 0,49 en 2014 à 0,51 en 2017 (PNUD, 2015 et 2018).

Sur le plan démographique, le Sénégal reste un pays très jeune. Selon l'ANSD. En 2015, les moins de 15 ans concentrent 41,5 % de la population totale du pays estimée à 14 356 575 habitants alors que les 60 ans ou plus ne constituent que 5,5% (ANSD, 2018). La même année, les adolescent(e)s de 10-19 ans et les jeunes adultes de 20-24 ans représentent respectivement 22,7 et 9,2 % de la population alors que ces taux étaient de 22,5 et 9% en 2012 (ANSD, 2012 et 2018). Ainsi, les adolescent(e)s demeurent une part importante (et en croissance) de la population.

Sur le plan éducatif, rappelons que le Sénégal, fait partie des cinq pays qui affichent le plus faible taux brut de scolarisation des filles estimé à 87,9% (ISU, 2020). Des disparités entre garçons et filles par rapport au taux d'achèvement scolaire persistent et résultent, entre autres, du phénomène des mariages et des grossesses précoces (Cissé & Fall, 2017). Néanmoins, au Sénégal comme dans de nombreux pays en Afrique, la parité filles-garçons dans les systèmes éducatifs en Afrique s'est globalement améliorée pendant les deux dernières décennies au primaire et au moyen. Néanmoins, des insuffisances notoires persistent et il importe de les dégager de manière fine et de proposer des solutions pour les pallier pour un accès et évolution à l'école équitable.

Cette contribution vise à faire le point sur les performances du système éducatif sénégalais à travers une analyse genrée du taux brut de scolarisation et du taux d'achèvement par niveau d'étude au Sénégal. Elle analyse également les décalages en termes de besoins non satisfaits en matière de scolarisation pour relever le défi de la survie des filles dans le système éducatif sénégalais.

Après cette partie introductive, nous présentons les méthodologies et les données utilisées pour ensuite présenter les résultats afin d'analyser l'évolution de la scolarisation des filles au Sénégal puis nous discuterons les principales politiques menées au Sénégal pour soutenir la scolarisation des filles. Enfin, une conclusion vient clôturer cette contribution.

1. Méthodologie et données

Notre analyse de la scolarisation de la fille au Sénégal, en termes de fréquentation et de maintien, se fonde sur les données et les rapports produits par les acteurs majeurs du système éducatif national. Ainsi, les données portent sur 2017 et 2018 et proviennent principalement de la Direction de la Planification et de la Réforme de l'Éducation (DPRE) du Ministère de l'Éducation Nationale (DPRE, 2018 et 2019).

Pour chaque niveau d'instruction (primaire, moyen général et secondaire général), nous avons analysé la demande potentielle de scolarisation par sexe, la fréquentation à travers le taux brut de scolarisation, l'indice de parité et le taux d'achèvement. La demande de scolarisation à un niveau scolaire correspond à la taille de la population ayant l'âge officiel de fréquenter le niveau considéré. Au Sénégal, elle est en général estimée à partir des projections réalisées par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) à partir des données du recensement de 2013. Le taux brut de scolarisation est défini comme étant le total des inscriptions dans un niveau spécifique d'éducation, sans distinction d'âge, exprimé en pourcentage de la population officiellement scolarisable au même niveau, pour une année scolaire donnée. Cet indicateur mesure la capacité du système éducatif à accueillir les enfants scolarisables. L'indice de parité filles/garçons associé à un indicateur rapporte la valeur de l'indicateur considéré chez les filles à celui observé chez les garçons. Le taux d'achèvement désigne la part des élèves nouvellement admis en dernière année d'un cycle scolaire par rapport à l'effectif des enfants d'âge théorique au niveau concerné.

Dans la suite de l'analyse, nous avons comparé les données dans le temps notamment entre 2008 et 2017 pour toutes les variables sauf pour l'indice de parité où nous allons remonter sur 10 ans. Nous avons dégagé également les disparités régionales. Les données ont été traitées sur Microsoft Excel ; logiciel ayant servi également à produire les graphiques.

2. Historique de la scolarisation des filles au Sénégal

Les premiers établissements pour les filles ont été créés au Sénégal avec les congrégations religieuses à partir de 1817. Il a fallu attendre 1938 pour assister à la création à Rufisque de l'École Normale de formation d'élèves institutrices alors que celle des garçons avait été ouverte dès 1903, soit 35 ans auparavant. La première réforme pour encourager le recrutement des filles dans les établissements scolaires date de 1930. Il faut dire qu'entre 1930 et 1950, la scolarisation des filles était loin des préoccupations de l'administration coloniale.

Les États Généraux de l'Éducation, convoquée en 1981 constitue un tournant majeur. L'objectif majeur visait le passage de l'école coloniale en une école adaptée aux réalités socioculturelles du Sénégal longtemps marginalisées par

le système éducatif colonial et postcolonial. Cependant, suite aux politiques d'ajustement structurel dès 1979, les politiques en faveur de l'éducation stagnent.

Il faudra attendre les années 1990 avec la conférence de Jomtien et ses conclusions sur l'éducation pour tous pour que des actions vigoureuses soient entreprises pour combler le retard accumulé. C'est ainsi que la mobilisation pour la scolarisation des filles a été déclenchée avec la mise en œuvre du programme de Développement des Ressources Humaines et la création du projet SCOFI avec le soutien de la Banque Mondiale. Cet élan devrait se poursuivre jusque dans les années 2000 avec la conférence mondiale sur l'éducation portant sur l' « Éducation Pour Tous » (EPT) d'ici 2015 à Dakar dont l'objectif était l'Enseignement Primaire Universel (EPU) et l'égalité des genres. Une nouvelle ère s'ouvre avec le Programme de Développement de l'Éducation et de la Formation (PDEF) qui institutionnalise la scolarisation des filles en tant qu'indicateur de l'accès et la qualité de l'éducation.

Le Programme d'Appui à la scolarisation des filles (PAEF) est un projet pilote du Cadre de coordination des interventions sur la scolarisation des filles, qui relève d'une approche holistique.

La deuxième phase de ce projet, intitulé PAEF-Plus (2014-2018) va plus loin en mettant le focus sur l'implication plus systématique des acteurs communautaires afin de lever les barrières et réaliser une école inclusive des filles. Ce nouveau programme s'inspire des orientations stratégiques du Gouvernement du Sénégal intitulées « Plan Sénégal Émergent (PSE: 2013-2035) dont l'un des trois axes prioritaires est appelé « développement du capital humain ».

3. Résultats

31. L'enseignement élémentaire ou primaire : le défi de la parité est relevé

En 2018, la population scolarisable est estimée à 2 480 184 dont 1 215 361 (soit 49%) sont des filles (DPRE, 2019). En 2017, on estimait que l'effectif des filles d'âge scolarisable au primaire était de 1 161 576 soit 48,6% de la demande totale évaluée à 2 391 343 enfants (DPRE, 2019 et 2018). Ainsi, l'effectif de la demande scolaire des filles s'est accru de 4,6% entre 2017 et 2018 alors que celle des garçons (dont l'effectif est passée de 1 229 767 en 2017 contre 1 264 823 en 2018, s'est accrue juste de 2,9%). En d'autres termes, la demande scolaire au primaire est plus tirée vers le haut par une croissance plus rapide de sa composante associée aux filles.

Par région, en 2018 (figure 1), l'essentiel de la population scolarisable au primaire se concentre dans les régions de Dakar (9,3% de l'ensemble des enfants de 6 à 11 ans au plan national), de Thiès (6,2%) et de Diourbel (5,8%). Les proportions les plus faibles sont observées dans les régions de Kaffrine

(2,4%), de (Matam (2,4%), de Sédhiou (1,8%), et de Kédougou (0,6%). Au sein des régions, la proportion des filles en âge d'aller au primaire dans l'ensemble des enfants de cet âge de la région est assez stable. Elle varie de 50,5% à Dakar à 48,4% à Ziguinchor.

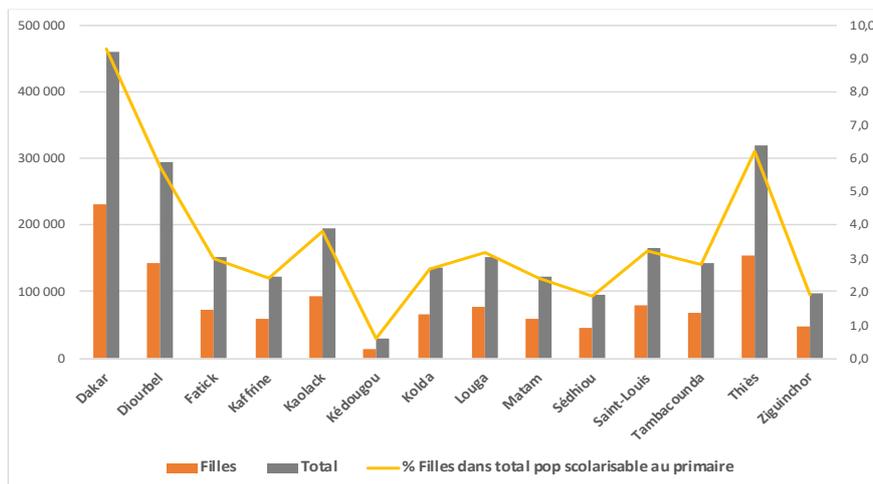


Figure n°1: Répartition de la population scolarisable au primaire par région en 2018

Source : Nos calculs à partir des données de DPRE (2019)

Au cours des dix dernières années, le taux brut de scolarisation (TBS) au primaire de la fille a progressé au Sénégal passant de 88,6% en 2008 à 92,6% en 2018 soit un accroissement en valeur absolue de +4% (figure 2). De ce fait, l'indice de parité a ainsi progressé de 1,07 en 2008 à 1,15 en 2018 en faveur des filles (figure 3). Sur la même période, on constate le TBS des garçons a quant à lui régressé passant de 82,6% en 2008 à 80,4% soit -2,2 points de pourcentage. En fait, alors que le TBS des filles enregistrait des progrès continus, celui des garçons baissait sauf en 2014 et en 2017. L'essor de la scolarisation de la fille est le fruit de politiques lancées par le pays avec l'appui de ses partenaires durant les deux dernières décennies.

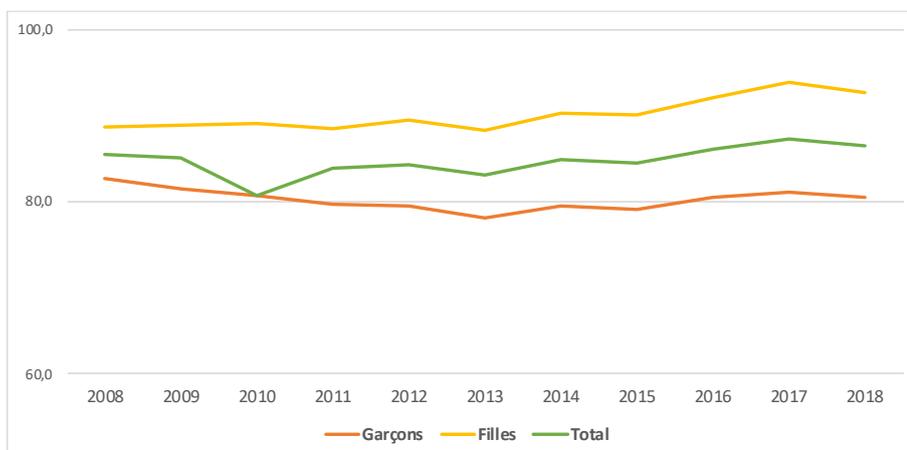


Figure n°2: Évolution du taux brut de scolarisation au primaire par sexe au Sénégal

Source : Nos calculs à partir des données de DPRE (2019 et 2018)

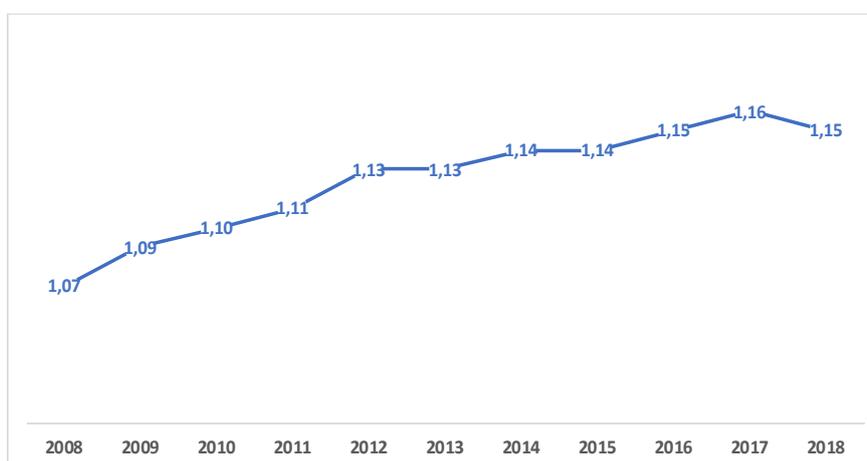


Figure n°3: Évolution de l'indice de Parité du TBS au primaire de 2008 à 2018

Source : A partir des données de DPRE (2018 et 2019)

Le niveau élevé de TBS des filles en 2018 au plan national cache des disparités non négligeables entre les régions (figure 4). Ainsi, l'accès à l'élémentaire des filles reste faible dans les régions de Kaffrine (55,3%) et de Diourbel (66,3%) comparativement au niveau le plus élevé observé à Kédougou (111,9%). Le faible accès au système scolaire dans ces deux régions peut être expliqué par une forte présence de *daara* (écoles coraniques) en termes d'offre éducative : les enfants, filles ou garçons, fréquentent relativement plus un autre type de lieu d'apprentissage que l'école formelle.

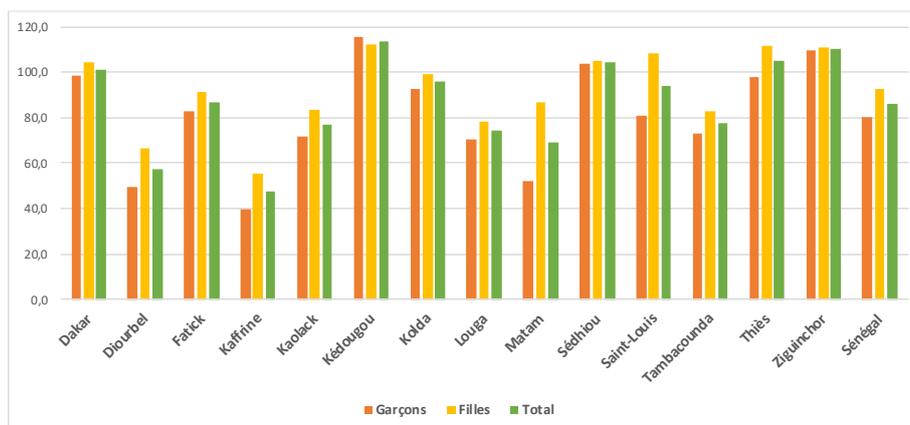


Figure n°4: Taux brut de scolarisation au primaire par sexe et par région en 2018

Source : Nos calculs à partir des données de DPRE (2019)

En 2018, le taux d'achèvement au cycle élémentaire (figure 5) chez les filles est supérieur à celui des garçons dans toutes les régions à l'exception de Kédougou (89,5% pour les garçons et 85,4% pour les filles) et de Sédhiou (73,7% pour les garçons et 71,6% pour les filles). Néanmoins, l'écart entre les régions en termes de taux d'achèvement des filles est assez important. Les régions de Ziguinchor (90,2%), Kédougou (85,4%) et Thiès (81,1%) affichent les meilleures performances alors que les régions de Louga (50,9%), Diourbel (43,3%) et de Kaffrine (35,1%) ferment la marche.

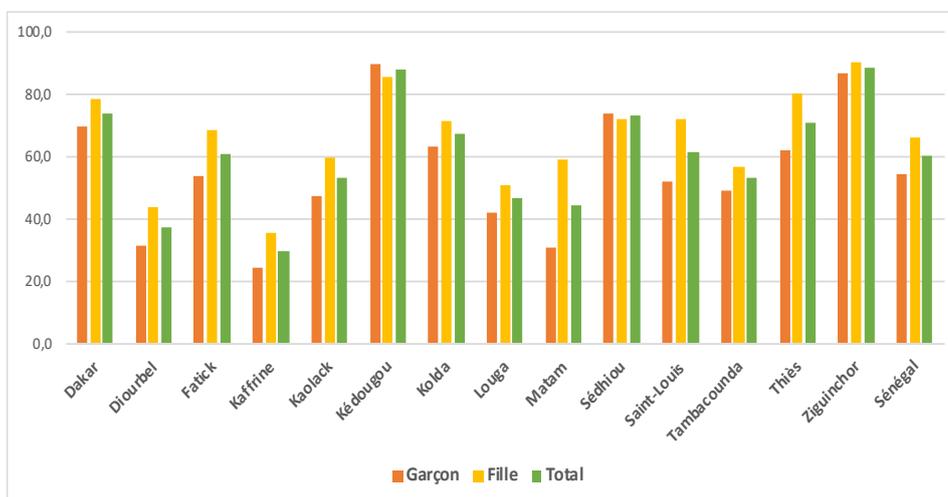


Figure n°5: Taux d'achèvement au primaire par sexe et par région en 2018 (%)

Source : A partir de DPRE (2019)

L'enseignement moyen général : un accès plus accru mais des disparités régionales persistantes

Selon les données de DPRE (2019 et 2018), la demande potentielle d'éducation au moyen de 1 407 308 enfants au total en 2017 à 1 458 550 en 2018 soit une progression annuelle de 3,5% (figure 6). Chez les filles, les chiffres sont respectivement de 683 179 en 2017 et 715 275 en 2018 soit une hausse de 4,5% ; soit un accroissement plus important que pour l'ensemble des enfants traduisant une progression plus forte chez les filles que chez les garçons.

La figure 6 montre qu'en 2018, l'essentiel de la population scolarisable au moyen général se concentre dans les régions de Dakar (10,4% de l'ensemble des enfants de 12 à 15 ans au plan national), de Thiès (6,3%) et de Diourbel (5,6%). Les proportions les plus faibles sont observées dans les régions de Ziguinchor (1,8%), de Sédhiou (1,7%), et de Kédougou (0,5%). Comme pour le primaire, cette répartition régionale de la demande au moyen général suit de près le poids démographique de chaque région. Toutefois, l'écart de la proportion des filles dans la population scolarisation par région est très faible : il varie de 50,5% à Dakar à 47,4% à Ziguinchor.

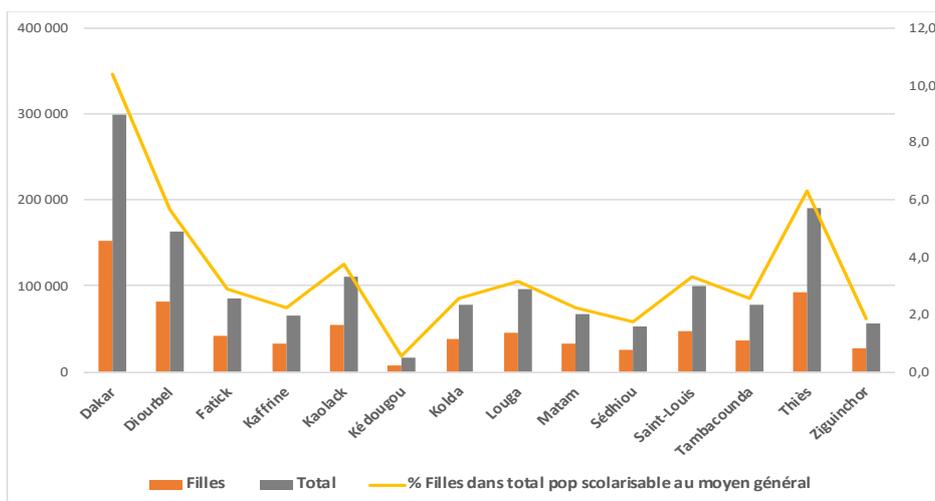


Figure n°67: Répartition de la population scolarisable au moyen général par région en 2018

Source : Nos calculs à partir de DPRE (2019)

Le TBS au moyen général des filles a fortement progressé entre 2008 et 2018 passant de 36,5 en 2008 à 53,3% en 2018 soit une hausse brute de 16,8% (figure 7). Sur la même période, le TBS au moyen général pour les garçons ne s'est accru que de 2,8%. Le retournement de situation en faveur des filles s'est déroulé en 2011 et depuis l'accès des filles à l'école est restée chaque année supérieure à celle des garçons.

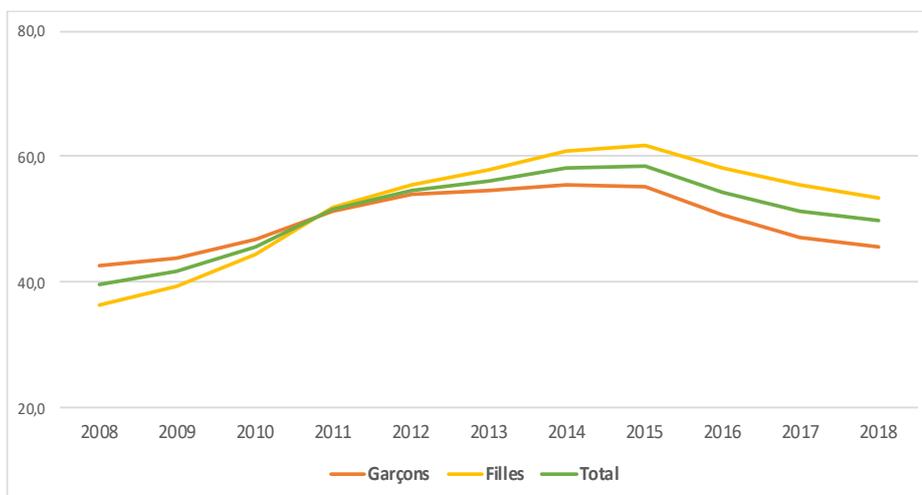


Figure n°7: Évolution du taux brut de scolarisation (TBS) au moyen général par sexe de 2008 à 2018

Source : A partir des données de DPRE (2019 et 2018)

En résumé, les données montrent que depuis 2013, les filles sont plus présentes au moyen général que les garçons (figure 8). L'indice de parité du TBS était de 0,85 en défaveur des filles en 2008 puis l'équilibre a atteint en 2012 pour rester en faveur des filles et semble s'être stabilisé à 1,17.

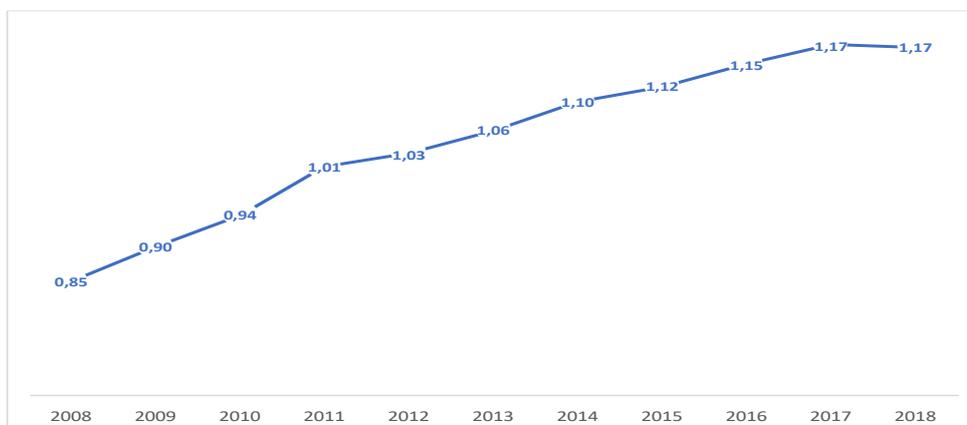


Figure n°8: Évolution de l'indice de parité du TBS au moyen général de 2008 à 2018

Source : A partir des données de DPRE (2019 et 2018)

Comme au primaire mais dans une moindre mesure, le TBS au moyen général des filles (53,3%) est supérieur à celui des garçons (45,9%)(figure 9). Cette performance est observée dans toutes les régions à l'exception de Kédougou (45% chez les filles et 56,6% chez les garçons), de Kolda (37,9 %chez les filles contre 41,6% chez les garçons) et Sédiou (48,4% chez les filles et 55,4

% chez les garçons).

La figure 9 montre également que la fréquentation au moyen général chez les filles présente des écarts très importants entre les régions. Ainsi, le TBS au moyen général chez les filles varie de 93,1% à Ziguinchor à 22,3% à Kaffrine. Les écarts sont en faveur des filles dans toutes les régions sauf à Kolda (37,9% pour les filles contre 41,6% pour les garçons sont un indice de parité de 0,91 en défaveur des filles) ; Saint-Louis (48,4% pour les filles contre 55,4% pour les garçons sont un indice de parité de 0,87 en défaveur des filles) et à Kédougou (45% pour les filles contre 56,6% pour les garçons sont un indice de parité de 0,79 en défaveur des filles). Dans les autres régions, les TBS des filles sont plus élevés que ceux des garçons dans des proportions avec un maximum d'écart de 42,8% pour les filles contre 27,6% pour les garçons (soit un indice de parité de 1,55 en faveur des filles) à Matam.

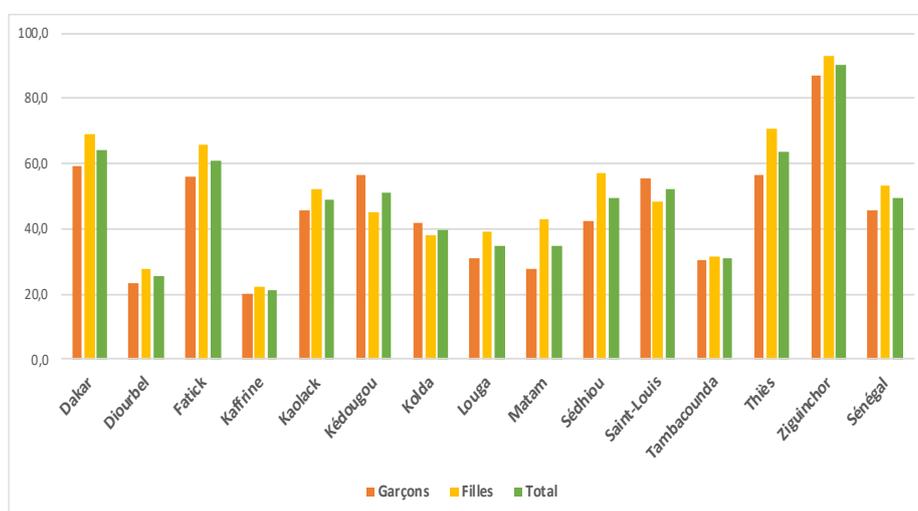


Figure n°9: Taux brut de scolarisation par sexe et par région au moyen général par région en 2018 (%)

Source : A partir de DPRE (2019)

Quant au taux d'achèvement, il est plus important chez les filles que chez les garçons dans toutes les régions du pays (figure 10). Dans l'ensemble, les données de 2018 montrent qu'une fille a 39,4% de chance de finir le moyen général contre 33,1% chez les garçons.

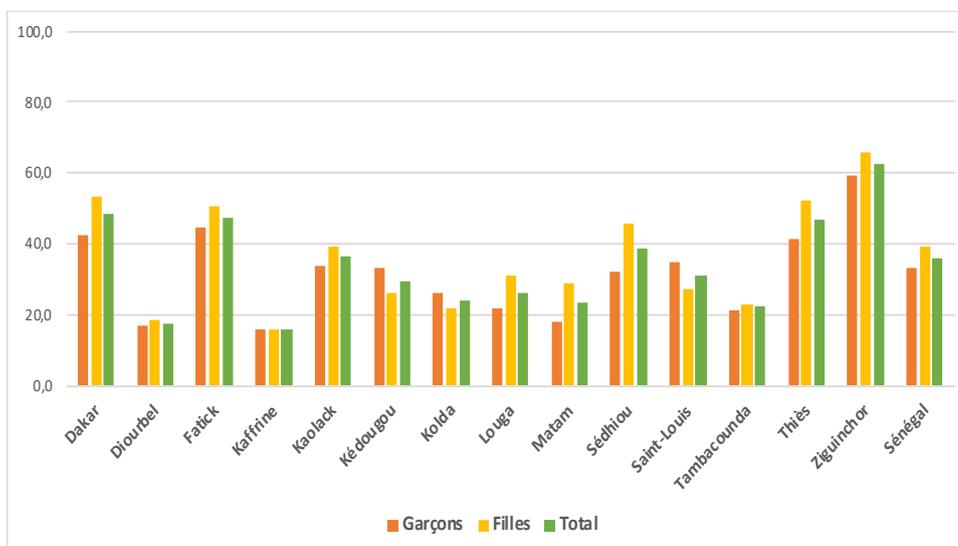


Figure n°10: Taux d'achèvement au moyen général par sexe et par région en 2018 (%)

Source : Nos calculs à partir de DPRE (2019)

3.2. L'enseignement secondaire général : le maintien des filles en cause

En 2018, on estime que l'effectif de la population en âge d'aller au secondaire (16 à 18 ans) au Sénégal s'élève à 1 002 190 adolescents dont un peu moins de la moitié (492 368 soit 49,1%) sont des filles (DPRE, 2019). En 2017, les adolescentes de cet âge représentaient 48,8% de l'ensemble de la tranche d'âge estimé à 959 809 adolescents (DPRE, 2018). La demande scolaire du secondaire général des adolescentes s'est ainsi accrue de 4,9% alors que la demande globale a progressé de 4,2%. Autrement dit, contrairement à ce que nous avons observé pour le primaire et pour le moyen général, au secondaire le Sénégal fait certes face à une hausse de la demande potentielle mais celle-ci provient sensiblement de manière égale entre les filles et les garçons.

En 2018, Dakar concentre la plus grosse part de la demande féminine au secondaire (11,2% de l'ensemble de la demande potentielle au secondaire) ; suivie par Thiès (6,3%) et Diourbel (5,3%) comme l'illustre la figure 11. A l'inverse, les proportions les plus faibles sont observées dans les régions de Ziguinchor (1,8%) ; de Saint-Louis (1,7%) et de Kédougou (0,5%). Toutefois, au sein des régions, la part des filles en âge d'aller au secondaire parmi l'ensemble des adolescents de cet âge de la région est assez stable. Elle varie de 50,8% à Dakar à 45,5% à Louga.

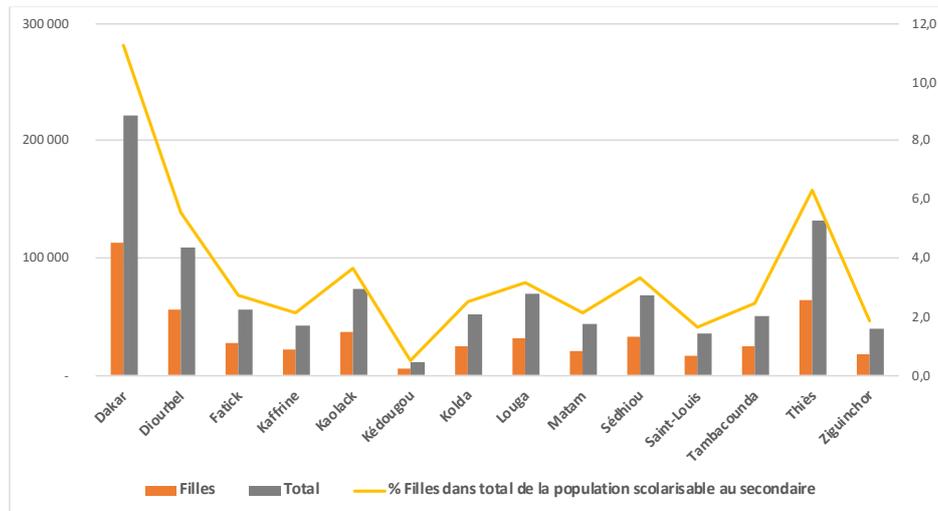


Figure n°81: Répartition de la population scolarisable au secondaire général par région en 2018

Source : Nos calculs à partir de DPRE (2019)

Le TBS chez les filles au secondaire est resté longtemps inférieur à celui des garçons (figures 12 et 13). Bien que le TBS des filles affichait une progression nette et continue depuis 2008, il a fallu attendre 2017 pour que la tendance se renverse. Ainsi, en 2008, le TBS chez les filles au secondaire était de 13,3% contre 18,7% chez les garçons soit un indice de parité de 0,71 en défaveur des filles (figures 12 et 13). En 2017, le TBS des filles atteignait 34,6% alors que celui des garçons était de 33,7% ce qui correspond à un indice de parité de 1,03 traduisant un léger avantage pour les adolescentes en âge d’aller secondaire. Les chiffres de 2018 (34,6% pour les filles et 33,1% chez les garçons soit un indice de parité de 1,05 pour les filles) tendent à soutenir la persistance de l’avantage pour les filles mêmes si son évolution semble modeste.

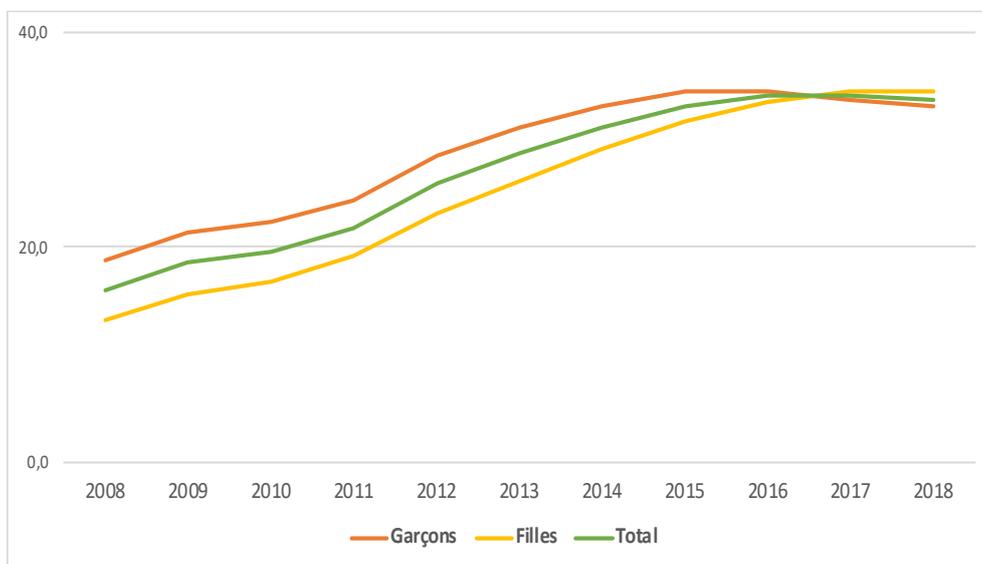


Figure n°12: Évolution du taux brut de scolarisation au secondaire par sexe entre 2008 et 2018

Source : Nos calculs à partir des données de DPRE (2019 et 2018)

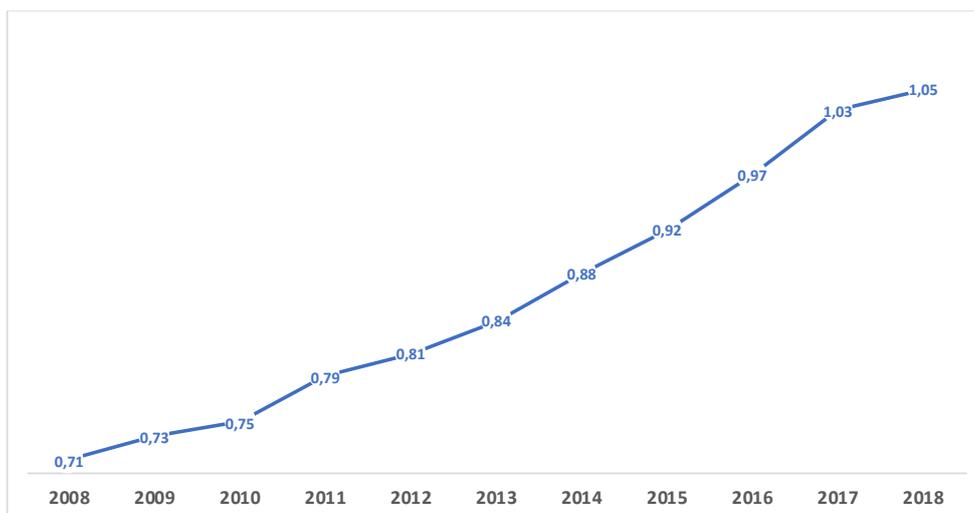


Figure n°13: Évolution de l'indice de parité du TBS au secondaire général de 2008 à 2018

Source : Nos calculs à partir des données de DPRE (2019 et 2018)

A côté de cette tendance marquée par un léger avantage des filles dans l'accès au secondaire depuis 2017 au plan national, il existe des fortes différences entre les régions en la matière (figure 14). En 2018, Thiès constitue la région ayant le TBS au secondaire chez les filles le plus élevé (49%) alors que

Kaffrine présente le plus faible (13,2%). Ensuite, dans six régions (Kaffrine, Kaolack, Kédougou, Kolda, Saint-Louis et Tambacounda), le TBS chez les garçons au secondaire est supérieur à celui des filles. L'écart le plus important est observé à Kédougou (32,1% pour les garçons contre 16,1% chez les filles) soit un indice de parité de 0,5 en défaveur des filles) et le moins important à Tambacounda (22,1% pour les garçons contre 19,1% chez les filles) soit un indice de parité de 0,87 en défaveur des filles). A l'inverse, dans six autres régions (Dakar, Fatick, Louga, Matam, Sédhiou et Thiès), le TBS chez les garçons au secondaire est inférieur à celui des filles. L'écart le plus élevé est enregistré à Louga (20,4% pour les garçons contre 25,5% chez les filles) ; alors le moins important est à Fatick (36,7% pour les garçons et 40% pour les filles) soit un indice de parité de 1,09 en faveur des filles). Enfin, dans deux régions (Diourbel et Ziguinchor), le TBS au secondaire est sensiblement le même chez les filles et les garçons.

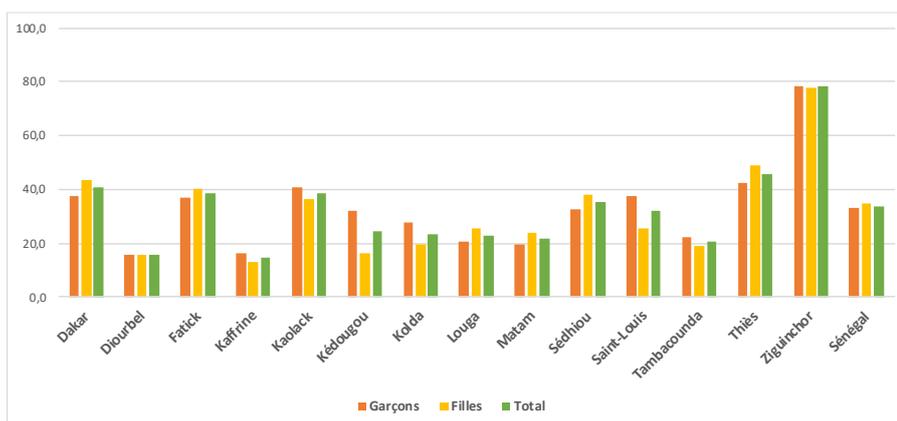


Figure n°14: Taux brut de scolarisation au secondaire général par région en 2018 (%)

Source : Nos calculs à partir des données de DPRE (2019 et 2018)

En 2018, les données de DPRE (2019) montrent qu'au plan national les filles et les garçons ont eu la même chance (27%) de terminer leur cycle secondaire (figure 15). L'analyse des chiffres régionaux montre toutefois des différences notables entre les régions. On remarque dans un premier temps une forte variation du taux d'achèvement des filles au secondaire entre les régions : il varie de 61,3% à Ziguinchor à seulement 8,8% à Kaffrine et à Koudougou. Par ailleurs, les écarts entre filles et garçons varient fortement entre les régions mais on peut les regrouper en deux catégories. Les régions dans lesquelles le taux d'achèvement des filles au secondaire est supérieur à celui des garçons : elles sont au nombre de cinq (Dakar, Fatick, Louga, Sédhiou et Thiès) avec un indice de parité qui varie de 1,06 à Sédhiou (taux d'achèvement de 24,8% chez les garçons contre 26,2% chez les filles) à 1,15 à Dakar

(33,4% pour les garçons et 37,8% pour les filles). Dans les neuf autres régions du pays, le taux d'achèvement des garçons est plus élevé que celui des filles. L'indice de parité est en défaveur des filles à Diourbel (taux d'achèvement de 13,5% chez les garçons contre 13% chez les filles) à 0,45 à Kédougou (19,7% chez les garçons contre 8,8% chez les filles).

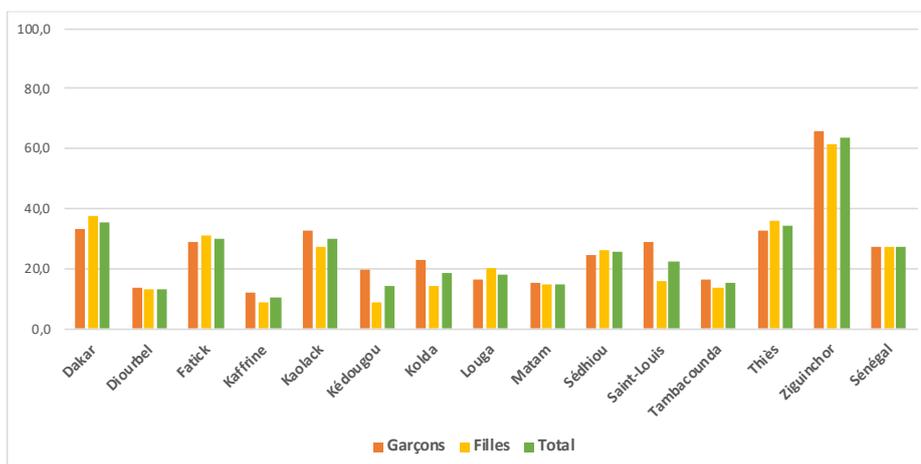


Figure n°15: Taux d'achèvement au secondaire général par sexe et par région en 2018 (%)

Source : Nos calculs à partir des données de DPRE (2019)

4. Discussion

La littérature au Sénégal met en relief une progression de l'accès des filles à l'école depuis les années 90 mais également de nombreux facteurs qui bloquent l'évolution des filles dans l'enseignement moyen et secondaire (Touré, 2007). Il en ressort que les politiques éducatives ont mis davantage l'accent sur l'accès à l'éducation, option qui a affecté la qualité et renforcé les inégalités entre différentes franges de la société et particulièrement les filles. Cela est perceptible dans la typologie des interventions sur l'éducation des filles qui ont visé principalement la sensibilisation/mobilisation sociale pour l'enrôlement massif des filles, l'octroi de bourses et équipements pour les filles, la sensibilisation pour l'orientation des filles dans les filières scientifiques et enfin le suivi du recrutement et des affectations d'enseignantes dans les écoles.

Il faut rappeler que ces politiques et interventions ont été très influencées par les recommandations des conférences internationales et régionales qui ont inscrit la scolarisation des filles comme priorité. Cependant, force est de constater que dans la pratique, l'équité de genre n'est pas toujours garantie dans l'ensemble du système éducatif.

D'autres contraintes à la survie des filles dans le système relèvent de la pédagogie et des conditions d'apprentissage, de l'environnement social et

familial des filles (Fall et Cissé, 2017). Sur la pédagogie, l'accent est mis sur les stéréotypes dans les apprentissages, le poids des préjugés véhiculés par les manuels, les programmes et les enseignants, la fréquence des redoublements ainsi que les exclusions ou les abandons liés aux mariages et grossesses précoces (MEN, 2012).

L'environnement social et familial des filles se traduisant par les résistances des parents face à l'offre éducative est également mis en cause (Niang, 2006 ; Cissé et Fall, 2020). Celles-ci ont trait aux représentations des parents sur l'école comme une menace pour la préservation des valeurs et coutumes traditionnelles. De plus, le maintien des filles à l'école n'est pas un impératif et n'est pas important pour l'avenir de la fille. Les mariages et grossesses précoces, l'éloignement des établissements scolaires, les travaux domestiques ou la mise au travail de façon précoce sont autant de facteurs de rétention des filles à la maison.

Il existe dès lors plusieurs barrières liées à l'offre et à la demande de services éducatifs. En effet, on peut citer l'enclavement géographique des écoles et l'insuffisance d'équipements qui ne prennent pas toujours en compte la spécificité de la fille (absence de toilettes, etc...) surtout à partir de la période de puberté.

Certains manuels scolaires et autres supports pédagogiques perpétuent des stéréotypes sexistes, des contenus où les hommes sont au centre et où les femmes se voient attribuer des rôles secondaires. A cela, il faut considérer les comportements et attitudes sexistes de certains enseignants qui influencent négativement le maintien et les performances des filles à l'école (Touré, 2007).

Certaines barrières socio-culturelles sont persistantes à savoir les réticences des parents par rapport à l'école, les résistances dans certaines zones à forte implantation religieuse, sont autant de facteurs de rétention des filles hors de l'école. A cela, il faut ajouter les perceptions négatives de certaines filles par rapport à leur propre image au moment de la puberté qui ont un impact sur leurs performances scolaires. Un autre facteur de rétention des filles est

la quasi absence de modèles féminins de réussite (surtout dans les zones rurales où la majorité des enseignant (e) s sont des hommes), les inscriptions tardives, les grossesses précoces et également les abus sexuels et les tabous qui les entourent, constituent autant de facteurs qui limitent l'accès et le maintien des filles à l'école (Ministère de l'Éducation Nationale, 2012, p5).

Enfin, on note d'autres barrières liées aux conditions socioéconomiques des ménages n'étant pas en mesure d'honorer les coûts d'éducation (frais d'inscription, fournitures, transport, restauration et habillement). Ces coûts sont encore plus importants pour la fille (serviettes hygiéniques et autres effets

de toilette) et peuvent entraver la fréquentation des filles et celles résidant en milieu rural sont encore plus affectées. Aussi, pour les familles à faibles revenus, les dépenses scolaires correspondent à un véritable sacrifice (Baux, 2006). L'analyse des tendances montre des vulnérabilités multidimensionnelles auxquelles sont exposées les filles dans le système éducatif sénégalais. Cette perspective appelle une approche holistique qui remet la scolarisation des filles au cœur de la synergie de la diversité des acteurs autour de l'école (parents d'élèves, associations/ONG, autorités et leaders communautaires....

L'implication des familles et des organisations communautaires est le chemin le plus sûr pour contrer les barrières et réaliser une école inclusive des filles. D'autres recommandations pourraient être déclinées dans le sens d'un investissement plus important dans la santé de la reproduction des filles permettrait d'éviter les nombreux décrochages scolaires liés aux grossesses précoces. L'amélioration des contenus et méthodes d'enseignement en faveur du genre est à renforcer au bénéfice des enseignants. Il faudrait également investir davantage dans l'amélioration des équipements et un environnement de qualité pour le bien-être et la sécurité des filles à l'école (toilettes fonctionnelles séparées filles/garçons, eau, électricité, murs de clôture, tables-bancs en quantité suffisante pour éviter la promiscuité, une meilleure prise en compte des périodes de menstrues...).

Conclusion

Cette contribution fait le point sur la scolarisation des filles au Sénégal. En dépit d'investissements importants et des programmes phares depuis les années 90, la progression des filles dans le système scolaire reste marquée certes par des succès dans les premiers cycles mais aussi des échecs en termes de maintien dans le secondaire.

Des progrès importants sont notés en matière d'accès surtout à l'élémentaire avec un indice de parité du TBS qui est passé de 1,1 en 2011 à 1,15 en 2018 en faveur des filles. En 2018, le taux d'achèvement à l'élémentaire est en progression et partout en faveur des filles avec un indice de parité de 1,22 (à l'exception des régions de Kédougou et de Sédhiou). Pour l'enseignement moyen général, selon les effectifs en 2018, les filles sont majoritaires à 52,8% et cette tendance est observée depuis 2008 avec une progression de 8,1 % durant les dix dernières années. Concernant l'enseignement secondaire général, de 2008 à 2018, le TBS a évolué de 16 à 33,8% ; et, pour les filles, de 13,3 à 34,6%. En 2018, les filles et les garçons ont le même taux d'achèvement.

Des défis persistants se manifestent à travers des disparités régionales importantes relatives à des déficits en TBS et en taux d'achèvement dans les régions de Kaffrine, Diourbel et de Kédougou. Les différentes interventions ont effectivement répondu aux besoins en éducation des filles mais elles n'ont

pas couvert l'ensemble des besoins. Ces actions se sont concentrées sur l'amélioration de l'offre éducative spécifique aux filles (bourses et fournitures; le financement des mères d'élèves ; stratégies pour améliorer l'enrôlement des filles à l'école et orientation des filles dans les filières scientifiques). Or d'autres facteurs d'exclusion des filles sont à l'œuvre et ont trait à l'environnement socio-culturel et aux conditions d'apprentissage. En effet, outre les mariages et grossesses précoces et la réticence des parents à scolariser les filles, l'équipement/infrastructures scolaires sensible au genre, le suivi scolaire sont autant de facteurs déterminants pour la survie des filles dans le système éducatif.

L'analyse croisée des indicateurs en éducation montre que le ciblage des régions d'intervention est à améliorer en privilégiant davantage celles prioritaires : Diourbel, Kaffrine, Tambacounda, Matam, Kédougou, Sédhiou et Louga. En effet, les taux d'achèvement restent très faibles particulièrement dans certaines régions : à l'élémentaire, les régions de Kaffrine (35,1%), de Diourbel (43,3%), de Louga (50,9%), de Matam (58,6%), de Tambacounda (56,8%) et de Kaolack (59,4%) restent à la traîne par rapport aux autres. Cette même tendance est notée pour l'Enseignement Moyen Général avec à Diourbel (18,6%), Kaffrine (16%), Kolda (21,6%), Tambacounda (22,7%) ainsi que pour le Secondaire Général, Diourbel (13%), Kaffrine (8,8%), Kédougou (8,8%), Kolda (14,4%), Matam (14,5%), Sédhiou (15,7%) et Tambacounda (13,5%).

Références bibliographiques

- ANSD. (2020a). Situation Économique et Sociale du Sénégal 2017-2018. Dakar.
- ANSD. (2020b). Communication des résultats de pauvreté de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages au Sénégal (EHCVM 2018/2019). Dakar.
- ANSD. (2020). Situation Économique et Sociale du Sénégal 2017-2018. Dakar.
- ANSD. (2018). Situation Économique et Sociale du Sénégal 2015. Dakar.
- ANSD. (2014). Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage 2013. Rapport définitif. Dakar.
- ANSD. (2013). Deuxième Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal (ESPS-II 2011). Rapport définitif. Dakar.
- BAUX, S. (2006). La qualité de l'éducation au regard des pratiques familiales et de la scolarisation en Afrique subsaharienne. *Communication au colloque international Éducation/formation : la recherche de qualité*. IRD-IER- NIESAS. HCMV.

CISSÉ, R., FALL, A.S. (2020). Les oubliés de l'éducation. In R. Lake (Ed). *Enjeux 2019-2024, Sénégal, réflexions sur les défis d'une émergence*. Sous la direction de René Lake. (p. 43-50). Collection SENE Plus. Dakar : L'Harmattan.

CHAU, K., SECK, T., CHANDRA-MOULI, V. & SVANEMYR J. (2016). Scaling up sexuality education in Senegal: integrating family life education into the national curriculum. *Sex Education*. 16(5), 503-519.

DPRE. (2019). Rapport National sur la Situation de l'Éducation Nationale 2018. Ministère de l'Éducation Nationale. Dakar.

DPRE. (2018). Rapport National sur la Situation de l'Éducation Nationale 2017. Ministère de l'Éducation Nationale. Dakar.

GÉRARD, E. (1998). Logiques sociales et enjeux de scolarisation en Afrique. *Communication présentée au 10e Congrès mondial d'éducation comparée du Cap en Afrique du Sud*.

2. FALL, A. S., CISSÉ, R. (2017). « Jàngandoo, baromètre de la qualité des apprentissages au Sénégal », Série Etudes Nationales du Lartes N°002-01-2017, 117 p. Dakar, ISSN : 2230-0678.

ISU. (2020). Sénégal. Accessible en ligne <http://uis.unesco.org/fr/country/sn>, consulté le 12/12/2020.

MINISTÈRE DE L'EDUCTATION NATIONALE. (2012). Essai de modélisation de l'expérience du projet d'appui à la scolarisation des filles :Le modèle du PAEF. *Direction de la Planification et de la Réforme de l'Éducation. Cadre de Coordination des Interventions sur la scolarisation des filles (CCIEF)*.

NIANG, T. (2006). *La scolarisation des filles dans le cycle élémentaire au Sénégal : 1817-2006 Approche historique et sociologique*. Mémoire de DEA, Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Éducation. Université de Genève. Suisse.

SAVE THE CHILDREN. (2017). Promouvoir le droit des filles à l'éducation en Afrique de l'Ouest et du Centre.

TOURÉ, M. (2007). *Analyse critique des interventions en matière d'intégration du genre dans les politiques et programmes éducatifs dans les pays de la Communauté Économique de l'Afrique de l'Ouest* ; UNESCO, Bureau d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Dakar.

UNESCO. (2015). L'éducation à la santé de la reproduction : un engagement croissant en Afrique de l'Ouest et du Centre. Dakar.

UNICEF. (2019). Rapport sur les filles adolescentes en Afrique de l'Ouest et du Centre. Bureau d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Dakar.